

ACCESSIBILITÉ DE L'ALIMENTATION

EXIGEZ UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS !

CONTEXTE ET ENJEUX : BIEN SE NOURRIR NE DEVRAIT PAS ÊTRE UN LUXE

Un Français sur cinq est touché par la précarité alimentaire : 14 millions de Français (dont un tiers sont des enfants) auraient ainsi du mal à se procurer une alimentation saine pour assurer trois repas par jour. Et d'ici 2030, la France pourrait compter 30 millions d'obèses si l'on ne fait rien au sujet de la qualité alimentaire. Le rapport sur la malbouffe en France voté à l'Assemblée le 26 septembre 2018 alerte sur les risques sanitaires posés par l'alimentation industrielle. La commission d'enquête parlementaire sur l'alimentation industrielle a publié son rapport : il demande à réduire la teneur en sel, en gras, en sucre et en additifs des aliments.

Cependant les aliments de qualité identifiables par le grand public grâce aux labels (le BIO notamment) sont souvent beaucoup plus chers et inaccessibles aux portefeuilles des plus précaires. Par ailleurs, il apparaît qu'un nombre grandissant de français, bien que conscients de l'importance de se nourrir, estiment que les aliments de qualité sont réservés à une catégorie plus aisée de la population. Dans un pays qui s'est battu pour développer un système de santé et de sécurité sociale dans l'Après-Guerre, est-il acceptable que certaines personnes pensent ne pas mériter une alimentation de qualité nécessaire à leur santé ?

En tant que citoyen.nes et mangeur.ses nous voulons décider nous-mêmes de notre alimentation, et œuvrer pour une véritable Démocratie Alimentaire. Nos réseaux sont persuadés que ce principe doit être la base de notre système agricole et alimentaire. Nous souhaitons repenser notre production agricole pour construire une souveraineté alimentaire. Comment toucher les personnes en situation de précarité financière ?

L'aide alimentaire est bien souvent la seule réponse aux difficultés d'accès à l'alimentation. Or elle est stigmatisante et ne répond pas aux enjeux démocratiques. L'objectif est donc d'offrir à tous les habitant.es d'un territoire une alimentation saine et de qualité et que cela devienne la norme. La Sécurité Sociale a été mise en place afin de permettre à toute la population d'accéder à des soins et à la dignité. Alors que les indicateurs d'espérance de vie entre catégories socio-économiques de la population ne cessent de se creuser, la santé et la dignité ne peuvent se passer d'une alimentation de qualité : le combat pour l'accessibilité de toutes et tous à une bonne alimentation, est donc autant une question de justice sociale que de santé publique.



QUELLES SOLUTIONS POUVEZ-VOUS PROPOSER À VOS CANDIDAT.E.S ET ÉLU.E.S LOCAUX ?

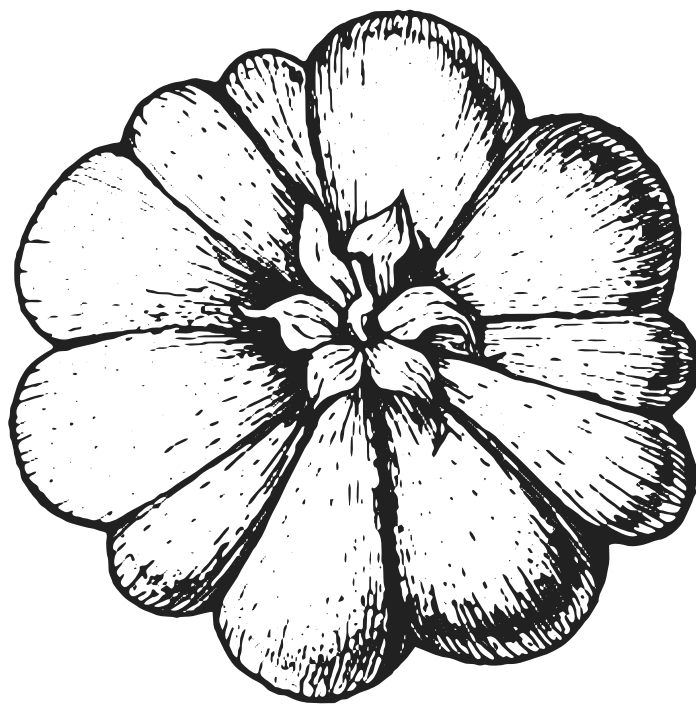
- Mise en place de conseils citoyens pour l'alimentation (communaux ou intercommunaux) pour fédérer les associations et interlocuteur.rices travaillant sur les questions alimentaires.
- Lancer une expérimentation de sécurité sociale alimentaire à l'échelle locale (<https://www.isf-france.org/articles/pour-une-securite-sociale-alimentaire>).
- Renforcer le soutien aux structures œuvrant pour l'accessibilité alimentaire sur le territoire (épiceries sociales, etc.)
- Proposer de travailler en lien avec des acteurs du secteur social (collectifs regroupant des populations ayant un faible pouvoir d'achat, associations et services de collectivités menant une politique sociale, ONG travaillant auprès de publics défavorisés).
- Identifier avec ces populations, et au service de leurs envies, des solutions pour favoriser l'accès à une alimentation de qualité : il s'agit de favoriser l'accès aux aliments mais aussi à une culture et une connaissance diététique et gastronomique permettant de se les approprier.

LES PARTENAIRES LOCAUX À MOBILISER

- Les groupes locaux des Ami.es de la Confédération Paysanne
- AgoraE (épiceries sociales étudiantes)
- Épiceries sociales et solidaires
- Structures d'insertion et de réinsertion
- Centre communal d'action social (CCAS)
- Maisons de quartiers, foyers ruraux et associations d'habitants de quartiers populaires
- Associations de parents d'élèves
- Travailler avec les ARS (Agences Régionales de Santé) mais aussi les services publics pouvant offrir une alimentation de qualité à un coût accessible.

FAITES UN ÉTAT DES LIEUX DE VOTRE TERRITOIRE EN RÉPONDANT À QUELQUES QUESTIONS

- Quel est l'état des lieux de l'aide alimentaire sur votre commune ?
- Existe-t-il un Plan Alimentaire Territorial sur votre territoire ?
- Avez-vous envisagé la mise en place d'un conseil de l'alimentation sur votre territoire ?
- Les structures sociales de la commune travaillent-elles sur la question alimentaire ?



SI VOUS SOUHAITEZ DES CONSEILS SUPPLÉMENTAIRES OU DE L'AIDE POUR STRUCTURER VOTRE ACTION, N'HÉSITÉS À ÉCRIRE À L'ADRESSE SUIVANTE :

municipales2020@amap-idf.org

Ensemble, faisons de ces municipales un succès
pour nos champs et nos assiettes !



Ile-de-France